

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

Note réactive du mois

N° 59 – États-Unis le *shutdown*, analyse d'un blocage



Le 16 octobre dernier, quelques heures avant de tomber dans le *default* (cessation de paiement), la Chambre (démocrate) et le Sénat (républicain) américains ont fini par trouver un accord (temporaire) sur le budget 2014 et le relèvement du plafond de la dette. Ces deux facteurs sont distincts l'un de l'autre, mais le fait qu'ils soient survenus en même temps (coïncidence temporelle assez rare) explique leur impact considérable sur les opinions publiques.

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

Irlande



La conférence nationale annuelle de l'IPA (Institute for Public Administration), qui s'est tenue le 1^{er} novembre à Dublin, a été consacrée au thème « Maintenir la dynamique – Priorités de réformes au terme du programme de la Troïka ». Selon John Moran, secrétaire général du ministère des Finances, « notre pays est le **premier de la zone euro à sortir du programme** (d'aide financière) et nous ne devons pas utiliser cela comme excuse pour retomber dans les modèles d'avant la crise ». Quatre axes de travail ont été identifiés : une **meilleure coordination** des politiques publiques, la **responsabilité effective** des ministres face aux résultats, le positionnement des services publics dans un contexte européen et un focus sur les aspects liés à l'innovation.

[en savoir plus](#)

Italie



Un décret du gouvernement vient de retirer à la CIVIT (Commissione indipendente per la valutazione, l'integrità e la trasparenza delle amministrazioni pubbliche), agence indépendante, ses attributions concernant **l'évaluation de la performance publique** pour les confier à l'ARAN (Agenzia per la rappresentanza negoziale delle pubbliche amministrazioni), organisme technique chargé du dialogue social. Les experts s'inquiètent de ce transfert, qui **réduit considérablement les moyens mis en œuvre pour l'évaluation** et, estiment-ils, renforce la tendance actuelle à remplacer l'évaluation des politiques publiques, en vue de leur amélioration, par de simples contrôles.

[en savoir plus](#)

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

Allemagne



Kassel (ville du Land de Hesse) va **regrouper les trois principaux services aux administrés** (état-civil, assistance aux étrangers et accueil général) dans une structure unique. Selon Jürgen Kaiser, maire de la ville, l'objectif est « non seulement de faciliter la vie des citoyens mais de **franchir un cap important dans l'intégration des étrangers** en les traitant de la même manière que les Allemands ». La nouvelle organisation doit faciliter la prise de rendez-vous et le traitement de dossiers transversaux. L'accueil des étrangers, en tant que tel, disparaîtra au profit d'un service « **d'accueil et de bienvenue** » dédié à l'ensemble des nouveaux résidents.

[en savoir plus](#)

Chypre



Dans le cadre des nombreuses réformes que le pays doit mener au sein de son administration en contrepartie de l'aide financière apportée par la Troïka, le gouvernement, vient d'annoncer le **regroupement des services collectant la TVA et ceux collectant l'impôt sur le revenu**. La mise en œuvre de cette restructuration est actuellement en discussion avec le FMI qui doit apporter son assistance technique. Selon Harris Georgiades, ministre des Finances, cette mesure doit s'accompagner d'un **renforcement du cadre juridique**, d'une **simplification des procédures** et d'une **optimisation des systèmes d'information**. La responsabilité personnelle des contribuables et les pouvoirs de saisie de l'administration fiscale seront renforcés.

[en savoir plus](#)

Finlande



Le gouvernement, confronté à des difficultés économiques et au vieillissement de la population, vient d'entreprendre un vaste projet de réformes structurelles pour relancer l'emploi, limiter la dépense publique et améliorer la délivrance des services publics. En particulier, **la répartition des dépenses entre l'échelon central et les municipalités** (qui peuvent lever l'impôt et assurent l'essentiel des services publics) sera revue annuellement en fonction de l'évolution des missions. Le **programme de fusion de communes** actuellement en cours sera accéléré et l'âge de départ à la retraite pourrait être relevé. Un groupe de travail réunissant tous les ministères doit rendre ses conclusions incessamment.

[en savoir plus](#)

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

République tchèque



Le nouveau gouvernement de Jiří Rusnok, Premier Ministre, s'est donné comme priorité de préparer la **loi de réforme de l'Administration publique** (Public Administration Reform Act). Il s'agit **d'améliorer la qualité et l'efficacité** de l'Administration mais surtout de la rendre plus stable avec des fonctionnaires moins dépendants du pouvoir politique. En effet, la Commission Européenne a, à l'issue d'une **communication sur les indicateurs de gouvernance** le 29 octobre, décidé de conditionner l'attribution des fonds européens accordés au pays à la remise, début 2014, d'un projet de loi réformant l'Administration et d'un programme détaillé pour sa mise en œuvre.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 1](#)

Royaume-uni



Alors que le sommet 2013 de l'Open Government Partnership, **organisme international visant à promouvoir une administration ouverte** et qui regroupe aujourd'hui 62 pays, a eu lieu à Londres les 31 octobre et 1^{er} novembre dernier, Sarah Fink, une chercheuse à Policy Exchange, un des principaux *think tank* britanniques, expose l'ampleur des changements à intégrer pour parvenir à une **administration de l'âge digital**. Elle insiste sur le potentiel restant de dématérialisation, sur la nécessité de politiques publiques mieux définies en amont par l'étude des données déjà disponibles et surtout sur un bouleversement des cultures et des attitudes des agents.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

4 - Gestion des ressources humaines

Australie



Dans le cadre de sa réforme du secteur public, le gouvernement de l'Etat des Nouvelles Galles du Sud (New South Wales), vient de lancer une **réforme ambitieuse** en termes d'organisation et de gestion des ressources humaines. Les missions de service public pourront désormais être dévolues à des agences (nouvelles ou déjà existantes) **pourvues d'une grande autonomie pour le recrutement et le management de leurs effectifs**. Un projet de loi (Government Sector Employment Legislation Amendment Bill 2013) est actuellement en cours de discussion au parlement. Celui-ci prévoit également la **suppression de certains statuts particuliers** dans le domaine de la santé, de la police et des transports.

[en savoir plus](#)

Autriche



Un **nouveau statut des enseignants** va entrer en vigueur. Le gouvernement, malgré l'échec des négociations menées, va unifier les dispositions en vigueur dans les neuf Länder et au niveau fédéral. Le nouveau statut **s'appliquera systématiquement aux enseignants recrutés** à compter de 2019 : ce délai de 5 ans a été prévu pour « permettre à tous les étudiants qui se destinent à cette profession de choisir en connaissance de cause » selon Werner Faymann, chancelier fédéral. Les enseignants pourront opter pour le nouveau statut à tout moment de la période de transition. Les **principales modifications** sont une augmentation du traitement en début de carrière et un alignement sur le haut du nombre d'heures de cours hebdomadaire (24 heures).

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Portugal



Après s'être vu refuser par la Cour constitutionnelle, en août dernier, des **dispositions permettant le licenciement de fonctionnaires**, le gouvernement a modifié le dispositif pour introduire un plan de licenciements volontaires. L'objectif est d'obtenir à terme entre cinq et quinze mille départs (la dernière statistique fait état de 613.850 agents publics). Pour convaincre les agents, le gouvernement **propose des indemnités** supérieures à ce qui était prévu à l'origine (un voire un mois et demi de salaire par année de présence suivant les cas). Les syndicats ont cependant à nouveau sollicité la Cour car ils s'opposent à **l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail des fonctionnaires**, de 35 à 40 heures.

[en savoir plus](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLENE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GENERALE
REDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE REDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN, FABIEN CARDONI,
CLAIRE FARGEOT-BOLL / GENEVIÈVE RAFFAËLLI
REALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF
MINISTÈRE DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DU TOURISME